Kibare

Journal de l'Education Non Formelle et de l'Alphabétisation

Version en Français

N° 008
Décembre 2015

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

11 BP 692 Ouagadougou
CMS 11 - Burkina Faso
Tél. : +226 25 36 58 45

www.gtenf.org

1. A PROPOS DU GTENF

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».
Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF/ADEA

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

1. A propos du GTENF.....p3
2. Activités du GTENF.....p4
3. Nouvelles des GT/ des pays et des partenaires.....p13
4. Publications p17
5. Dernières nouvelles.....p21

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé.

Sa vision est « *Que soit une réalité en Afrique l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux* ».

Au départ, le groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés, les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes.

Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales :

- Le développement au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel;
- L'indentification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel;
- La consolidation des partenariats entre le public et le privé;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel et de la société civile en général;
- La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le GTENF procède à la validation politique de ses études

Ouagadougou, la capitale Burkinabè a abrité du 7 au 9 décembre 2015 un atelier de validation politique des études commanditées par le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA.

Organisé par le Groupe de Travail, en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale du Burkina (MENA) et l'appui technique et financier de l'UIL, cet atelier a connu une représentativité politique remarquable. Il y avait, en effet la présence des Conseillers Techniques de Ministères d'éducation, de Secrétaires Généraux, de Directeurs de cabinet et de Directeurs Généraux et Centraux de Ministères de l'Education du Benin, du Burkina-Faso, du Mali, du Sénégal et du Niger.

Des représentants des Groupes de Travail / Pays du Burkina, du Benin, de la Mauritanie, du Ghana et du Sénégal ont aussi pris une part active à ce rendez-vous du donner et du recevoir.

Les partenaires techniques et financiers, de même que les associations œuvrant dans le domaine de l'éducation, étaient également représentés, en particulier la Coopération Suisse (DDC), l'Institut de l'UNESCO pour l'Apprentissage Tout au Long de la vie (UIL), ROCARE, PAMOJA, l'APENF, CONRAD, et PAVEA.

L'atelier devait valider politiquement les études conduites par le GTENF, et rechercher des voies et moyens pour redynamiser les groupes de travail pays. Une attention particulière devait être portée sur l'Etude relative au Socle Commun de Compétences. En rappel, ces études s'inscrivent dans la philosophie et les documents cadres dégagés lors de la Triennale de l'ADEA de 2012 et tiennent compte des recommandations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernements d'Addis Abéba de janvier 2013.Elles prennent aussi en compte les conclusions des discussions techniques menées avec l'Institut de l'UNESCO Pour l'Apprentissage tout au long de la vie et d'autres partenaires tels que la DDC.

Les études examinées lors de l'atelier sont les suivantes : (1) le développement d'une approche conceptuelle et méthodologique d'un socle commun de compétence qui intègre le non formel et la vision holistique ; (2) les savoir et savoir-faire endogènes; (3) la Refondation du tableau de bord des indicateurs du Droit à l'Education; (4) la construction et l'entretien d'un réseau virtuel sur les jeunes vulnérables; et (5) L'achèvement des phases I, II, III, et IV des revues par les pairs au Burkina et au Congo.

Le travail sur le socle commun de compétences en particulier devait permettre de formuler des recommandations permettant d'intégrer le non formel à ce mouvement sans en altérer ce qui fait la valeur du sous-secteur qui est sa diversité et son adaptabilité aux besoins réels des apprenants issus de groupes défavorisés.

Présidium de l'atelier avec les Secrétaires généraux du Bénin et du Burkina en compagnie du Coordonateur du GTENF.

Durant soixante-douze heures ces hauts cadres de l'éducation et leurs partenaires ont passé en revue ces publications. Ils devaient se les approprier, les discuter et considérer leurs validations.

A terme, ces rapports ont été présentés, discutés en profondeur et acceptés avec des amendements mineurs à porter. Par conséquent, il a été recommandé que le Secrétariat Exécutif de l'ADEA, en collaboration avec l'UIL, la DDC et les autres partenaires, prenne l'initiative de les soumettre au Forum des Ministres africains de l'ADEA pour une validation formelle au niveau requis.

2. ACTIVITES DU GTENF

Quelques participants à l'atelier de restitution 2015 ...

... du Benin ...

... du Sénégal ...

... du Mali ...

... du Burkina ...

... de la Mauritanie ...

... du Ghana ...

... du GTGEAP ...

... de la DDC ...

... du ROCARE ...

... du Niger .

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Par ailleurs, des activités réalistes et réalisables ont été identifiées particulièrement en ce qui concerne le Socle Commun de Compétences et la feuille de route élaborée pour une mise en œuvre, commençant en 2016. En outre, des propositions concrètes ont été formulées pour revigorer les Groupes de Travail/Pays afin qu'ils jouent un rôle important dans la réalisation des recommandations des études.

Séance Plénière

Le GTENF contribue à la promotion des « Cités Apprenantes » dans le monde

La conférence de Mexico sur les Villes Apprenantes a réuni des participants de toutes les sphères d'activités tant au niveau, local régional qu'international. Parmi les hautes personnalités présentes il y avait Le Sous-Directeur de l'UNESCO en Charge de l'Education, les Vice-Ministres de l'Education du Mexique et du Brésil, le Maire de Mexico, la ville de plus de vingt millions d'habitants, celui de Pékin une autre conurbation toute aussi peuplée, la délégation de l'UNESCO pour l'Amérique Latine et d'autres personnalités de rang mondial.

Le groupe Afrique était représenté par une quinzaine de personnes venues d'Afrique du Sud, du Benin, du Burkina Faso, du Burundi, d'Ethiopie, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée Equatoriale, du Kenya, de la Mauritanie, du Maroc, du Sénégal, et du Togo. Parmi ces participants, il y avait deux maires de capitales africaines : Banjul (Gambie) et Bujumbura (Burundi).

Mexico a été un carrefour extraordinaire d'échanges. Pendant quarante-huit heures, ont été abordées des thématiques aussi importantes comme celles relatives à l'édification de villes apprenantes dans le monde entier, la consolidation des partenariats et des réseaux pour construire des villes apprenantes pérennes, la mise en œuvre d'un référentiel pour ces villes apprenantes, et les stratégies à envisager pour ces villes afin qu'elles favorisent la santé et le bien-être et qu'elles stimulent une croissance économique inclusive.

L'ADEA était représentée par le Coordonnateur du Groupe de Travail sur les livres et le Matériel didactique (GTLMD), Mr Aliou SOW, et le coordonnateur du GTENF, le Professeur Ibrahima BAH-LALYA. L'Association a apporté une contribution significative à cette rencontre. Mr Aliou SOW a été élu membre du Comité de rapportage de cette conférence mondiale où il a fait une contribution remarquable.

Les Représentants de l'ADEA à la conférence mondiale sur les villes apprenantes

Le Professeur BAH-LALYA a fait une présentation sur les programmes innovants mis en place dans les villes africaines pour juguler l'analphabétisme et les effets de la déscolarisation. Il a fait remarquer que le continent africain a enregistré ces dernières décennies une croissance démographique considérable, avec une proportion d'enfants et de jeunes de moins de 20 ans particulièrement élevée. Les villes ont énormément grandi au niveau de leurs bidons villes où s'entassent essentiellement des jeunes provenant de l'exode

rural avec un niveau d'alphabétisation faible, des compétences pour le marché de l'emploi très limitées et très peu de moyen pour mener une vie descente.

Pour juguler ces défis des programmes éducatifs sont mis en place dans certaines villes africaines. Au nombre de ces programmes il faut compter les CEBNF, Le réseau des Jeunes vulnérables et l'appui aux foyers coraniques.

- Les CEBNF (Centre d'éducation de base du non formel) visent à développer des compétences de vie et de travail pour les jeunes de 9 à 15 ans ayant abandonné trop tôt l'école ou n'ayant pas été scolarisés;
- Le Réseau virtuel pour les jeunes vulnérables est un programme soutenu par l'ADEA, l'UIL et le Canada. Il vise le renforcement des capacités des cadres en charge des programmes concernant ces jeunes. L'hypothèse est que, par un effet cascades, les connaissances et habilités acquises par ces leaders bénéficieraient au groupe de jeunes ciblés;
- L'Appui aux foyers coraniques est une initiative qui vise à mieux intégrer cette forme d'apprentissage aux systèmes nationaux d'éducation et de formation. L'hypothèse est que par le biais de ces programmes, l'équité et l'accès à l'éducation seraient améliorés au niveau de certains groupes cibles qui avaient jusqu' ici résisté aux programmes EPT et aux OMD.

La conférence a débouché sur la « Déclaration de Mexico ».

Une vue de la salle

Ce document fondamental a fait largement appel à toutes les parties prenantes pour l'instauration de villes apprenantes à travers le monde. Il a plaidé pour l'intensification des initiatives et des actions susceptibles de contribuer efficacement à faire de l'apprentissage social, économique et environnemental pérenne garantissant les libertés individuelles, l'équité et la justice pour tous et l'accès, sans exclusive pour tous citoyens aux services sociaux de base. Il faut remarquer que par rapport à Tokyo, Mexico a insisté sur les nouveaux défis que

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

rencontrent les villes, en particulier : (1) comment gérer, pour le meilleur intérêt des citadins le travail immatériel, les vagues d'immigrés à intégrer, la proportion d'illettrés dans les villes déjà à l'âge de la numérisation et de la société du savoir; (2) Comment intégrer en éducation la nécessité de se former tout au long de la vie et de perpétuellement recycler les connaissances ; (3) comment bien gérer la reconversion des savoirs; (4) comment faire face aux inégalités éducatives, source de tension sociales et économiques perturbatrices; (5) comment intégrer effectivement la dimension culturelle et artistique dans la nouvelle ville apprenante.

En somme, pour la conférence de Mexico, la ville nouvelle doit être **inclusive sécurisante et durable pour assurer le développement économique et enrichir la paix sociale**.

Le GTENF organise une séance de travail avec son Comité consultatif

Des rencontres sont régulièrement organisées entre l'équipe de coordination du GTENF et les membres de son Comité consultatif disponibles pour d'examiner l'état d'avancement des mises en œuvre des activités placées sous la responsabilité du Groupe de travail et de faire des ajustements. En octobre 2015, cette rencontre a été centrée sur les progrès accomplis en 2015 et sur les propositions à faire pour le Programme et Budget 2016 de l'ADEA.

S'agissant des progrès accomplis, la réunion a noté :

- L'achèvement d'une étude sur un socle commun des compétences qui intègre le non formel ;
- La réalisation de l'étude sur les savoir et savoir-faire endogènes avec comme objectif de proposer des stratégies pour une meilleure intégration de l'école africaine à sa communauté;
- Le démarrage d'une étude relative à la cartographie des foyers coraniques dans 3 pays de la bande sahélo-saharienne avec, pour objectif, de mieux intégrer cette forme d'éducation dans les systèmes éducatifs des pays concernés;
- La participation à des activités de réforme du curriculum, avec l'appui de la JICA et autres. Ceci a contribué au renforcement et à la coordination des pratiques enseignantes des sciences et des mathématiques dans l'ensemble de la sous-région.
- La contribution à des activités initiées par l'UEMOA, pour explorer, en 2015, la formule des collèges communautaires de type américain, à introduire en Afrique de l'Ouest;
- L'achèvement des phases des revues par les pairs au Burkina et au Congo. Ceci a permis d'identifier des domaines pour le renforcement institutionnel des systèmes éducatifs de ces deux pays à travers, notamment l'introduction de la préprofessionnalisation dans les écoles primaires, l'arrimage formel-non formel, la généralisation du continuum éducatif, et l'utilisation des TIC en administration scolaire et en pédagogie;
- la construction et l'entretien d'un réseau virtuel sur les jeunes vulnérables afin d'améliorer les pratiques éducatives en faveur de cette frange combien fragile de la jeunesse africaine.

A l'issue de l'examen de la mise en œuvre de ces activités plusieurs recommandations ont été faites. Parmi celles-ci il faut noter : (1) L'idée de disséminer les produits des études réalisées sous forme de livrets exploitables par l'ensemble des acteurs du non formel y compris les décideurs politiques, (2) la suggestion pour le GTENF de contribuer à la mise en place d'un master professionnel au profit des cadres spécialisés en éducation non formelle, notamment dans son volet plaidoyer/communication , et (3) L'organisation d'un atelier de validation politique sur les études déjà réalisées.

2. ACTIVITES DU GTENF

Les savoirs et savoir faire endogènes constituent une véritable source d'éducation pour l'enfant africain – Ici les produits de tissage traditionnel

Le GTENF Co-organise avec le MENA la validation technique de la revue par les pairs au Burkina

Les autorités burkinabè font de l'éducation une priorité nationale. Celle-ci est le gage du développement économique et social de ce « Pays des Hommes Intègres ». Cependant, il faut constater que ce secteur rencontre encore ici, des défis immenses. Malgré une sensible amélioration de bons nombres d'indicateurs liés à l'accès et à l'équité, les disparités demeurent entre les différents niveaux et les types d'éducation. De même la qualité de l'éducation est encore en deçà des prévisions. C'est pourquoi, au cours de la décennie 2000-2010, d'importants programmes ont été initiés dans ce secteur et des revues périodiques sont organisées pour suivre les progrès accomplis. C'est dans ce contexte que le Burkina Faso a pris la décision de conduire une revue par les pairs avec l'appui de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique(ADEA).

L'objectif principal de cette revue était d'aider le pays à améliorer ses politiques et ses pratiques pour le développement d'une éducation et d'une formation de qualité. Il s'agissait, concrètement, à travers un diagnostic interne complété par une revue de pairs internationaux, de faire une analyse sans complaisance des programmes éducatifs en cours afin de formuler les propositions de politiques éducatives devant améliorer l'accès, la qualité des apprentissages, l'équité et la gouvernance.

Pour rappel, la revue par les pairs a pour principal objectif de favoriser l'appropriation et le leadership des nationaux en vue de répondre efficacement aux besoins et aux demandes des pays bénéficiaires de l'accompagnement. En plus, elle accorde une grande importance à la contextualisation à travers un processus participatif qui permet une analyse croisée des avis et des opinions et facilite l'appropriation du processus et des résultats par lesdits bénéficiaires.

Au Burkina Faso elle s'est concentrée sur trois thématiques du nouveau curriculum qui a été construit dans le cadre du Continuum, de la Décentralisation et du PDSEB à savoir : l'analyse de la pertinence de nouvelle réforme curriculaire, l'intégration de la préprofessionnalisation dans le continuum et l'arrimage des sous-systèmes du formel et du non formel.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Une vue de la salle où s'est tenue l'atelier de validation de la Revue par les pairs au Burkina

S'agissant du premier point relatif à ***la réforme curriculaire***, la revue par les pairs s'est focalisée sur une analyse critique de la cohérence entre la base théorique et les principes énoncés, la pertinence de l'approche par rapport aux finalités notamment l'employabilité des jeunes sortis du système éducatif, la structuration du nouveau curriculum et la lisibilité de ce nouveau curriculum.

L'examen du deuxième point relatif à ***l'intégration de la préprofessionnalisation dans le continuum éducatif*** s'est fait à travers la formulation de propositions pour une meilleure prise en compte de la formation préprofessionnelle dans le curriculum de l'éducation de base. Les stratégies de son intégration, doivent être en lien avec les réalités du monde du travail.

Comme mesure d'accompagnement, la revue a insisté sur le développement de la formation professionnelle et technique, le renforcement des capacités des formateurs et la création des conditions d'une bonne insertion socio-professionnelle des sortants de la formation professionnelle et technique.

Pour ce qui concerne l'***arrimage*** la revue a conduit une réflexion poussée sur les voies et moyens pour construire un système d'arrimage qui établirait de manière structurelle et organique, des liens entre les formes variées d'éducation et de formation. La réflexion a porté sur les contenus et méthodes d'enseignement à arrimer, les mécanismes pour assurer le développement de passerelles entre les sous-systèmes, comment effectivement certifier les connaissances et compétences, comment former des enseignants et facilitateurs capables de fonctionner dans les deux sous-systèmes, comment produire les équipements et les

2. ACTIVITES DU GTENF

matériels didactiques nécessaire à une telle alliance.
Koudougou a été une occasion pour le Ministère d'éducation du Burkina de remercier vivement le GTENF de l'ADEA pour sa remarquable contribution au développement de la nouvelle réforme éducative, à travers cette revue par les pairs.

Le GTENF/ADEA présente les résultats de la revue par les pairs au Burkina-Faso aux membres du Groupe Thématique de l'Education non formelle

En novembre 2015, le GTENF/ADEA a présenté à l'occasion de la réunion périodique du groupe thématique sur l'éducation non formelle les résultats de la revue par les pairs au Burkina Faso. A l'entame, le coordonnateur a rappelé que la revue par les pairs au Burkina avait pour thème : Amélioration de la qualité de l'éducation de base, en lien avec les choix stratégiques du PDSEB, de la décentralisation et du continuum. C'est dans cette optique qu'ont été analysés trois domaines qui posaient problème à la nouvelle réforme éducative dans laquelle s'était engagée le système éducatif Burkinabè : le curriculum, l'introduction de la préprofessionnalisation au niveau primaire et l'arrimage entre le formel et le non formel.

Le coordonnateur a rappelé que les pairs nationaux et internationaux ont conjugué leurs efforts pour analyser la réforme en profondeur et proposer, à l'issue de ce travail, une soixantaine de recommandations qui ont toutes été validées à Koudougou. Parmi celles-ci, quatorze avaient le potentiel d'être tout de suite réalisables. Ces quatorze recommandations ont été présentées aux cadres et structures représentées au sein le FONAEF.

Photo de souvenir des participants à l'atelier de validation de Koudougou.

Les participants à la rencontre ont, félicité le GTENF pour la qualité du rapport et les résultats atteints et ont proposé, vu l'importance de ces résultats pour le pays, que ces recommandations soient présentées dans les espaces plus élargis comme le Cadre Partenarial de l'Education que le Burkina a mis en place pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la nouvelle réforme.
Pour plus d'informations consulter les rapports des revues en anglais et en français dans les sites du GTENF (gtenf@fasonet.bf ou www.gtenf.org) et celui de l'ADEA (www.adea.net.org).

Le GTENF participe à la commémoration de la journée internationale de l'alphabétisation au Burkina Faso

Tous les Etats reconnaissent l'alphabétisation comme clé de voûte pour tout développement qui se veut humain et durable. L'alphabétisation permet, en effet, de combattre le sous – développement, l'ignorance et la dépendance. C'est dans ce sens qu'elle est reconnue comme étant un droit. C'est fort de ceci, que la journée internationale de l'alphabétisation (JIA) a été instituée et est célébrée dans le monde entier le 08 septembre de chaque année.
Au Burkina Faso, c'est à Kaya ville située à une centaine de kilomètres de la capitale Ouagadougou la capitale, que la JIA a été commémorée.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Cours d'adulte du soir en campagne dans la bande sahélo-saharienne

Le thème principal était "Alphabétisation et société durable." Le GTENF qui fait de l'alphabétisation une priorité, y a activement pris part.

Il est essentiel de rappeler que la cérémonie qui était présidée par Monsieur Samadou COULIBALY, Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, a connu une participation de haut niveau. Il y avait des partenaires techniques et financiers, des directeurs généraux et centraux, des opérateurs en alphabétisation, sans compter des apprenantes et apprenants dont certains ont été des lauréats. L'occasion fut belle pour tous les intervenants de rappeler le rôle capital que joue l'alphabétisation dans le développement d'un pays. Tous se sont aussi engagés au cours de la cérémonie à poursuivre le noble combat contre l'analphabétisme.

Quant aux apprenantes et apprenants, ils ont exprimé leur satisfaction à propos des enseignements reçus. Les opérateurs du non formel ont aussi profité de l'évènement pour réitérer leur engagement d'intensifier les actions pour éradiquer l'analphabétisme au pays des hommes intègres.

Une vue de la salle où s'est tenue la JIA à Kaya, Burkina

Il y a lieu de noter qu'en prélude à la journée du 08 septembre, un atelier technique a été organisé le 07 septembre par le MENA. Il s'est agi au cours de cet atelier d'une part de "décortiquer" le thème de la JIA de 2015 et d'autre part d'explorer des voies pour accroitre le financement de l'éducation non formelle au Burkina Faso

Les alphabets romain et arabe sont souvent améliorés pour accommoder la syntaxe de certaines langues africaines: Ici une affiche en langue mooré

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL / PAYS ET DES PARTENAIRES

La 42e Session du Comité Directeur de l'ADEA se tient à Abidjan

L'année 2015 a été riche en évènements, tant dans l'environnement éducatif de notre continent qu'au sein de l'ADEA. Il y a eu en particulier les différents bilans de l'EPT sanctionnés par des conférences majeures à Kigali, puis à Oslo, à Incheon en Corée du Sud et à New York, conférences qui ont abouti à un changement total de paradigme vers une éducation pour le développement durable. Il y a eu également le lancement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine qui s'articule autour de l'ambition d'une transformation économique structurelle et une croissance inclusive du continent. Cet agenda met aussi l'accent sur le renforcement de la science et de la technologie, sur une gestion plus raisonnable de nos ressources naturelles et sur le renforcement de la paix et de la sécurité à travers le continent.

Au sein de l'ADEA même il y a eu le déménagement du Secrétariat exécutif de Tunis à Abidjan, des changements importants opérés au sein des ressources humaines de l'institution. Tout ceci a correspondu au démarrage des préparatifs de la Triennale qui est un forum continental capital ayant pour objectif d'offrir aux différentes parties prenantes de l'éducation en Afrique une opportunité d'échanger et d'élaborer collégialement sur « *les orientations, les conditions, les facteurs, les procédures et les outils nécessaires à l'implantation de réformes d'éducation et de formation à même d' impulser fortement, dans la perspective de l'agenda post-2015 et de l'agenda 2063, la construction d'économies et de sociétés africaines fondées sur le savoir partagé* ».

Ces développements majeurs devaient être sanctionnés par l'instance de décision de l'ADEA afin d'être prises en compte par la structure. C'est pourquoi s'est tenue à Abidjan, du 3 au 5 décembre 2015 la 42ème Session de son Comité Directeur.
Celle-ci a passé en revue l'ensemble des évènements majeurs de l'année en relation avec les programmes de l'Association et des changements qui ont été opérés au sein de l'Association. A l'issue de cette revue le Programme et Budget 2016 ont été discutés et adoptés et des protocoles d'entente passés ou renouvelés avec certains partenaires tel que l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Concernant le GTENF, le Comité directeur a jugé très positif les efforts engagés par le Groupe pour la réalisation des objectifs qui lui ont été assignés. Il a, par conséquent, approuvé l'essentiel de ses propositions d'activités pour 2016. Parmi celles-ci quatre retiennent l'attention : (i) la mise en œuvre des recommandations concernant le développement d'un Socle Commun de Compétences qui intègre l'éducation non formelle par les systèmes éducatifs africains, (ii) le développement d'un réseau dynamique en faveur des jeunes vulnérables et des femmes analphabètes en zones rurales, (iii) la cartographie des foyers coraniques en Afrique subsaharienne, et (iv) l'entretien d'un plaidoyer fécond et dynamique en faveur de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation.

Ces activités approuvées par le Comité directeur de l'ADEA seront réalisées sur la base d'un partenariat dynamique entre la coordination du Groupe de travail, les GT/pays et les partenaires traditionnels du Groupe.

La préparation de la 42è Session du Comité Directeur s'est caractérisée par un intense travail en amont – Ici les Coordonnateurs des GT et des Pôles à l'œuvre pour apprêter les dossiers de la conférence

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le Burkina lance le nouveau curriculum à la rentrée 2015-2016

Le Burkina a adopté en 2015 le « Cadre d'orientation du curriculum» (COC) de l'éducation. Cette adoption marque une étape importante dans la mise en œuvre du continuum éducatif, une émanation de la Loi d'Orientation de l'Education consacrant l'obligation et la gratuité de l'enseignement de base de 6 à 16 ans et qui a pour objectif de mettre en cohérence l'ensemble des niveaux (pré-primaire, primaire et post primaire) et des sous-systèmes (formel, non formel et informel) relatifs à l'éducation de base.

Le Burkina, entendait ainsi garantir à tous les enfants, le droit à une éducation de base de qualité. C'est dans le prolongement de l'opérationnalisation du continuum, qu'un processus de réforme des curricula de l'éducation a été engagé. Cette réforme permet d'assurer une cohérence entre les curricula du Pré scolaire, du primaire et du post-primaire.

En même temps, elle permet de prendre en compte les nouvelles compétences à développer par les jeunes burkinabè afin de répondre aux besoins actuels d'une société en constante mutation.

L'un des défis majeurs à relever avec le nouveau curriculum est la limite des infrastructures par rapport à la demande éducative – Ici une classe bondée dans la banlieue de Ouagadougou

Le cadre d'orientation du curriculum (COC) est le document fondamental qui constitue le socle sur lequel reposent les orientations du curriculum. En effet, il constitue un cadre de référence qui guide les actions et les options clés de la réforme curriculaire. C'est également un précieux outil de pilotage et de mise en œuvre du curriculum en ce sens qu'il s'arrime parfaitement au programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) et il précise les fondements théoriques et épistémologiques de la nouvelle "approche pédagogique intégratrice (API)".

Il est important de souligner que les contenus des nouveaux curricula au Burkina prennent en compte les problématiques actuelles que sont les langues nationales, l'éducation inclusive les technologies de l'Information et de la Communication (TIC), l'art et la culture, les violences intra et extra scolaires et les savoirs endogènes. Ils prennent également en compte les spécificités de chaque région, les réalités du milieu de l'enfant, le caractère pratique des enseignements notamment la liaison éducation-production.

Concrètement, l'expérimentation des nouveaux curricula se fera dès la rentrée-scolaire 2015-2016 dans six (6) régions pilotes du pays.

L'opérationnalisation de ces nouveaux curricula se fera, entre 2016 et 2019. La généralisation privilégiera le principe de la progressivité par sous-cycle dans les zones pilotes. Dans une seconde phase, il y aura une extension progressive de l'application de la réforme aux autres écoles du pays, une fois tirées les leçons de la phase pilote.

Les enseignants et les encadreurs pédagogiques du pays ont été formés pour la mise en œuvre réussie de la réforme curriculaire.

Conférence sur l'amélioration des compétences techniques et professionnelles des pasteurs en zones sahélo-saharienne

L'Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane s'est penchée, à Bamako, en décembre 2015, sur la poursuite et l'extension du Développement des compétences techniques et professionnelles des éleveurs-pasteurs dans les zones transfrontalières. Les zone principalement concernées étaient

celles du Mali-Burkina et cette autre du Mali – Mauritanie.

L'éducation des jeunes filles et des femmes appartenant aux groupes pastoraux passe par le développement des activités génératrices de revenus - Ici les calebasses servant à la vente du lait

L'objectif principal de la rencontre était de permettre aux éleveurs- pasteurs, notamment les jeunes à bien assurer leur insertion socio-économique dans leur environnement. Cette rencontre a permis de présenter les résultats de la phase pilote du programme de développement techniques professionnelles des éleveurs pasteurs, de discuter des défis majeurs à relever et d'identifier les perspectives d'extension dans de nouvelles zones transfrontalières. Il est ressorti au cours des échanges que l'extension concernera particulièrement les zones transfrontalières Mali-Burkina et Mali-Mauritanie ainsi que le Togo. Aussi, trois espaces DCTP seront ouverts au Togo et dix(10) dans chacune des deux zones transfrontalières pour un effectif prévisionnel de deux cent cinquante(250) apprenants par zone.

Parmi les principes qui sous-tendent le DCTP, il faut noter : (1) la prise en compte d'un socle commun qui intègre les compétences transversales, (2) l'introduction des savoir-faire endogènes dans l'élaboration des programmes de formations ; (3) la souplesse de l'élaboration de l'APC, (3) la formulation d'un curriculum global de modules de formation à la certification.
L'atelier de Bamako s'est achevé avec la formulation de recommandations majeures pour l'atteinte des objectifs du programme régional d'éducation formation des populations-pastorales. Parmi celles-ci il faut mentionner : (1) la création des alliances et des partenaires entre acteurs pour une mise en œuvre réussie du DCTP, (2) la forte implication d'acteurs dans le processus de mise en œuvre du DCTP ; (3) le respect de la feuille de route proposée par zone ; (4) la validation des métiers pastoraux.

La vache est au centre des préoccupations des groupes pastoraux transfrontaliers

Le Cadre de Concertation en Education non Formelle à nouveau fonctionnel au Ministère de l'Education Nationale du Burkina

Le Cadre de Concertation en Education non Formelle est une rencontre instituée par le MENA depuis 2012. Elle a pour but de permettre aux acteurs de l'ENF (Etat, société civile, PTF, acteurs sociaux) de se pencher sur des problématiques en lien avec l'ENF, au moins deux fois par an.

Après quelques années de léthargie et dans le cadre du suivi des recommandations du groupe thématique ENF, la réunion s'est tenue cette fois le 30 octobre 2015 à Ouagadougou. Elle s'est penchée sur le financement de l'ENF au Burkina Faso particulièrement sur la stratégie de mobilisation des ressources financières en faveur du FONAENF. Dans l'optique de recherche de financement, les membres du

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

cadre de concertation ont proposé l'organisation d'une table ronde avec les partenaires techniques et financiers engagés pour la cause de l'éducation non formelle. Au cours de la rencontre Il a été suggéré au FONAENF de privilégier les approches motivantes et à l'Etat de revoir le système de suivi et d'évaluation des centres. Comme recommandation, il été retenu d'engager des négociations avec le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation afin de disponibiliser à temps les ressources pour les campagnes d'alphabétisation.

Les participants/tes à la rencontre ont, à l'issue des travaux, souligné la nécessité de dynamiser et de mettre en place d'un observatoire indépendant dont la mission essentielle consisterait à suivre l'évolution des activités du sous-secteur de l'éducation non formelle.

Transcription et écriture des Langues frontalières : une feuille de route pour la fondation Karanta1

La fondation Karanta, avec l'appui de l'Organisation internationale de la francophonie, a commandité une étude sur l'état des lieux de la transcription et de l'utilisation à l'écrit de langues transfrontalières de six pays de la sous-région ouest africaine. Depuis le 26 décembre dernier, des pédagogues et spécialistes du domaine de la transcription étaient réunis à Ouagadougou pour la restitution et la validation de ladite étude. Un pas de plus vers l'intégration des peuples et la circulation du savoir dans les langues locales. La cérémonie de clôture est intervenue dans la matinée du 28 décembre 2015.

Les langues sont un facteur d'intégration. Entre deux frontières, les barrières de langues n'existent pas. Bien plus encore, les langues locales peuvent être un outil de développement et de circulation de savoirs entre certains pays de la sous-région qui parlent les mêmes langues. Mais encore faut-il harmoniser leurs transcriptions pour que la rigueur scientifique soit de mise.

C'est le projet porté par la fondation Karanta, soutenu par l'Organisation internationale de la francophonie. La fondation Karanta « *pour l'appui aux politiques d'éducation non formelle* » regroupe six Etats : Le Burkina Faso, la Cote d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, et le Sénégal. L'atelier de Ouagadougou tenu du 26 au 28 décembre visait donc à valider une étude sur l'état des lieux de la transcription et de l'utilisation à l'écrit de langues transfrontalières dans l'espace Karanta que sont le Bamanakan/Jula/Malinke, le Bomu, le Fulfulde/Pular, le Gulmancema, le Songhoy(Zarma) et le Soninke.

Pour le Pr Salif Berthe, président de la délégation de Karanta, « *l'écrit procède beaucoup au développement des langues. Si nos langues sont encore en retard, c'est parce que dans une certaine mesure, elles ne sont pas écrites*». La transcription et l'utilisation à l'écrit des langues transfrontalières des pays de l'espace Karanta sont donc selon lui, une œuvre qu'il fallait entreprendre afin qu'une œuvre produite dans l'un des pays membres puisse être vulgarisée dans les autres pays. « *Il faut une écriture commune* », a poursuivi le Pr Salif Berthe.

Cette activité constitue la première phase du projet d'harmonisation de la transcription des langues transfrontalières dans l'espace Karanta qui vise à favoriser le développement des langues à travers l'uniformisation et la diffusion des normes qui régissent leurs écritures. ».

3. NOUVELLES DES GROUPES DE TRAVAIL / PAYS ET DES PARTENAIRES

L'état des lieux de la transcription et de l'utilisation à l'écrit de langues transfrontalières de six pays de la sous-région ouest africaine est une étude qui a été menée par Paul Taryam Ilboudo. L'expert a été désigné après un appel à candidature dans les six pays membres de la fondation.

Un honneur pour le Burkina qui est comme le carrefour des langues, puisque sur les huit langues qui sont étudiées, cinq sont des langues parlées au Burkina. Ouagadougou est donc comme la feuille sur laquelle sont écrites les conclusions de l'atelier et qui vont servir de guide pour la transcription et l'utilisation à l'écrit de langues transfrontalières des pays membres.

En rappel, la fondation Karanta été créée le 15 septembre 2000 avec entre autres missions d'assister les ministres en charge de l'éducation non formelle dans la conception et la mise en œuvre de politiques d'éducation de base non formelle et d'insertion socioprofessionnelle des populations.
L'institution a également pour missions entre autres, la mobilisation de ressources destinées à appuyer les initiatives de développement de l'éducation de base non formelle , l'appui aux projets de base non formels et de formation initiés par les Etats , l'identification , la capitalisation et la vulgarisation d'expériences réussies en vue de leur extension. Son siège est à Bamako, au Mali.

L'Etat Burkinabè signe une convention avec le FONAENF pour la mise en œuvre des activités d'ENF

Une convention de partenariat de 10 milliards de fcfa a été signée le 23 octobre 2015 à Ouagadougou entre l'Etat du Burkina Faso à travers le ministère de l'Economie et des Finances, le MENA et le FONAENF. Cette convention vise à renforcer les capacités d'intervention du FONAENF pour l'organisation de campagnes d'alphabétisation répondant aux besoins réels des différents groupes cibles, tout en tenant compte de l'étendue et de la diversité de la demande. Cet appui s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base (PDSEB) 2012-2021.
Ce programme poursuit l'un des objectifs globaux à savoir : *alphabétiser et former prioritairement les jeunes de 15-24 ans arrivant sur le marché du travail, conformément aux orientations de la SCADD afin de contribuer, d'une part, à porter le taux d'alphabétisation à 60% en 2015 dont 60% de femmes et à 75% en 2021 dont 60% de femmes, et d'autre part, à accroître le niveau de qualification des jeunes*.

Cette convention est une bouffée d'oxygène qui va permettre au FONAENF de répondre aux différentes sollicitudes dont la structure fait l'objet ces dernières années.

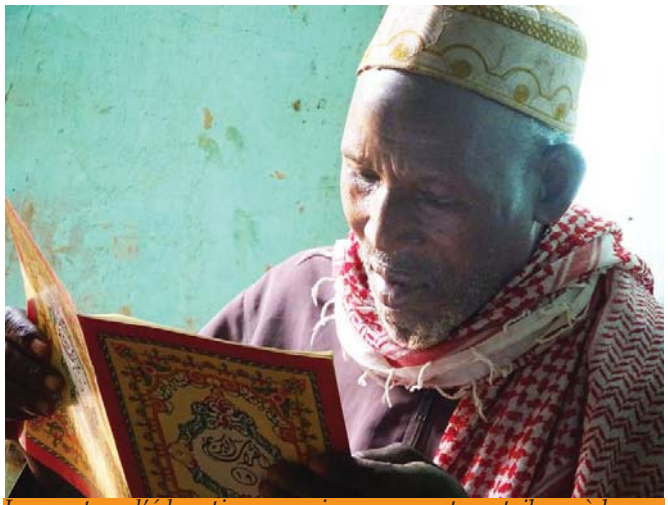
Le FONAENF constitue un maillon essentiel du développement de l'alphabétisation au Burkina – Ici le PCA et le DG du FONAENF

Des partenaires de la société civile comme l'APENF et PAMOJA/ Burkina ont fortement contribué à travers l'élaboration d'un argumentaire, à la réussite du plaidoyer qui a été fait, en faveur de l'augmentation du financement de l'Etat.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

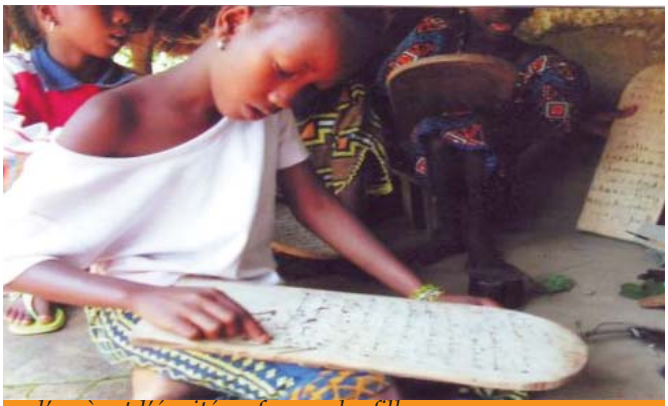
Les Centres d'éducation coraniques améliorés constituent-ils une alternative porteuse pour les déscolarisés et les non scolarisés de la bande Sahélo-saharienne ? [2]

Dans la dynamique mondiale visant à réaliser l'Éducation pour Tous (EPT) et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de nombreux pays africains ont considérablement progressé au cours des dix dernières années en termes d'accès à l'éducation de base et d'équité. Pourtant, un nombre significatif d'enfants inscrits à l'école primaire soit redouble, soit décroche et ne complète donc jamais le cycle d'éducation du niveau primaire. A ce nombre s'ajoute près de 30 millions d'enfants d'âge scolaire en Afrique subsaharienne qui n'ont jamais eu l'opportunité d'être inscrit dans une quelconque école d'enseignement. Face à cette situation, les pays subsahariens sont à la recherche d'alternatives en vue d'éduquer les enfants qui n'ont pas intégré les systèmes éducatifs formels ou les ont abandonnés trop tôt.



Les centres d'éducation coranique peuvent contribuer à booster l'alphabétisation des adultes…

Le présent article analyse les centres non formels d'éducation coranique qui tentent de combler le fossé de la scolarisation dans la bande sahélienne. L'auteur étudie les défis que cette forme d'éducation rencontre et les moyens de les relever efficacement. Il sonde la possibilité d'utiliser les écoles coraniques pour desservir les laissés-pour-compte de l'enseignement formel. À partir d'études, de données compilées par les systèmes éducatifs et d'une enquête menée par le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA (GTENF/ADEA) dans 4 pays de la zone (Burkina, Mali, Mauritanie, Sénégal) l'auteur parvient à la conclusion qu'une approche holistique, impliquant une coopération et un soutien entre les deux systèmes (coranique et formel), pourrait contribuer à résoudre la question ardue des abandons scolaires et à réduire le nombre d'enfants non scolarisés. On pourrait ainsi créer une opportunité éducative de la seconde chance pour les enfants déscolarisés et non scolarisés dans la bande sahélo-saharienne.



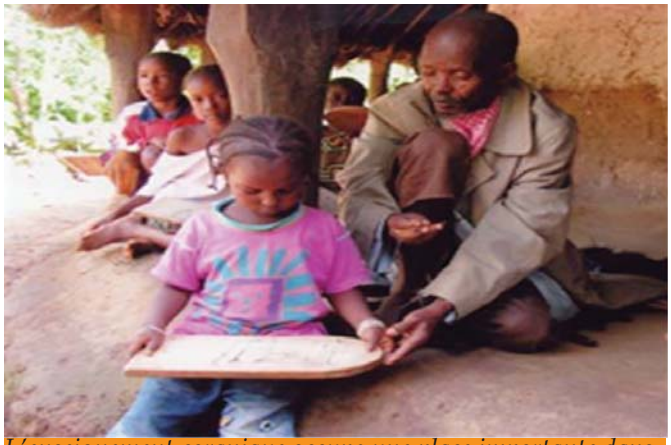
… l'accès et l'équité en faveur des filles

Néanmoins, l'étude montre que de sérieux défis doivent être relevés au préalable, avant qu'une telle option puisse devenir une alternative viable. Il faudrait en particulier que : (1) le curriculum des centre coraniques soit fondamentalement revu; (2) les maitres de ces centres soient mieux formés et rémunérés et motivés; (3) la recherche scientifique s'y intéresse d'avantage afin de combler les gaps en information sur le sujet; (4) la motivation des apprenants de ces centres soit réellement boostée; (5) les parents soient mieux motivés à contribuer à la vie de ces écoles au lieu de laisser les enfants entièrement entre les mains de maitres parfois cupides; (6) les préjugés culturels et politiques contre cette forme d'éducation soient combattus; (7) les langues maternelles soient valorisées et utilisées; (8)

2 Bah-Lalya I. (2015). *Centres d'éducation coranique : une alternative viable pour l'apprenant défavorisé en Afrique sahélienne ?* In Revue Internationale de l'éducation tout au long de la vie. DOI 10.1007/s11159-015-9505-x. ISSN 0020-8566. Springer Science + Business Media Dordrecht and UNESCO Institute for Lifelong Learning 2015

l'employabilité des sortants de ces centres soit améliorée; (9) que le défi omniprésent de la pauvreté soit relevé; (10) le partenariat et le principe d'apprendre à partir de bonnes pratiques d'ailleurs soit renforcé; et (11) la question du financement soit effectivement resolue.

À travers son Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF), l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) prévoit d'explorer ces questions et d'approfondir le concept d'approche holistique associant éducation formelle ***«moderne»*** et éducation coranique informelle ***«traditionnelle»***. Ainsi pourrait-on proposer des recommandations tangibles aux pays et aux systèmes éducatifs des pays de la bande sahélo-saharienne confrontés au triple problème de la déscolarisation, de la non scolarisation et de la montée de l'insécurité due en partie à la faible intégration d'un groupe trop important d'enfants et de jeunes dans les systèmes éducatifs nationaux.



L'enseignement coranique occupe une place importante dans les zones rurales d'Afrique occidentale

Au Lycée Zinda de Ouagadougou, les filles talonnent les garçons en sciences, selon une étude longitudinale sur une période de dix ans

L'opinion générale distingue des matières réussies par les filles et d'autres où les garçons excelleraient. A partir de telles appréciations, on en vient à créer une psychologie des performances en rapport avec les disciplines et le sexe. Or, selon une étude récente conduite par Dr Felix Compaoré, de l'INSS-CNRST, intitulée « *Analyse comparative des performances des filles et des garçons en français et en mathématiques en classes de 6ème de 1990 à 2000, au Burkina Faso* », les aptitudes des élèves fondées sur des critères « sexués » doivent être fondamentalement revues. En effet, une analyse des résultats des performances des élèves des deux sexes, a abouti, dans cet établissement public de la Capitale du Burkina, à des conclusions différentes.

L'étude s'est basée sur une comparaison des pourcentages de réussite des filles et des garçons des classes de 6ème en français et en mathématiques, selon les notes enregistrées sur les livrets scolaires pour une période de 10 ans.

En effet, un échantillon d'environ 420 élèves a été retenu par an sur une période allant de l'année scolaire 1990/1991 à celle de 1999/2000, soit au total 4.200 élèves provenant de cinq classes de 6ème, choisies au hasard parmi les 12 classes que compte le lycée. Pour le français, c'est l'orthographe et l'expression qui ont été retenues.

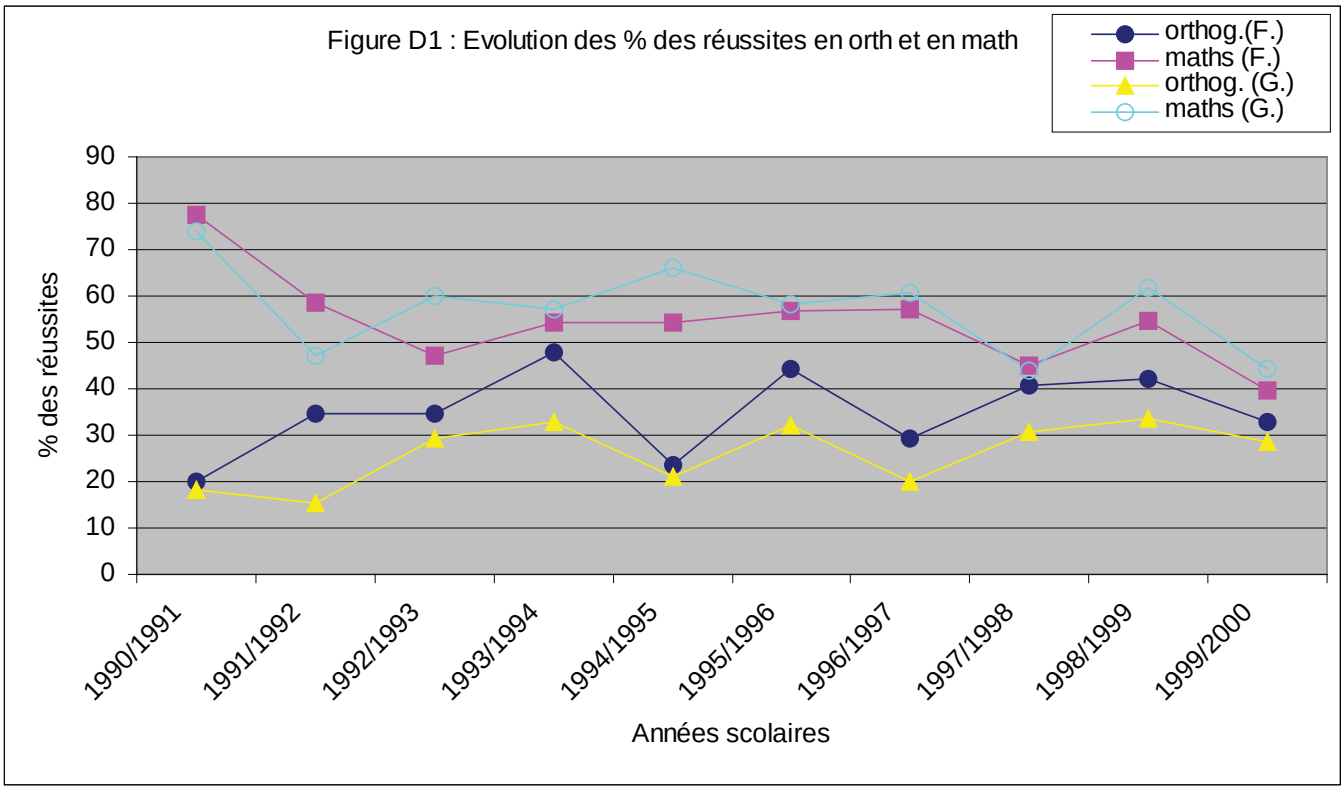
Au résultat et comme le montre le graphique ci-dessous,, le pourcentage des filles qui réussissent en orthographe et en expression a été supérieur à celui des garçons (35,03% de réussite en orthographe chez les filles contre 26,20 %,chez les garçons, tandisqu'en expression les filles obtiennent 63,22 % contre 52,87 % chez les garçons).

Sur les dix ans, on enregistre en orthographe et en mathématiques, une moyenne de 35,03 % et de 54,53 % pour les filles contre respectivement 57,30 % et 26,20 % pour les garçons.

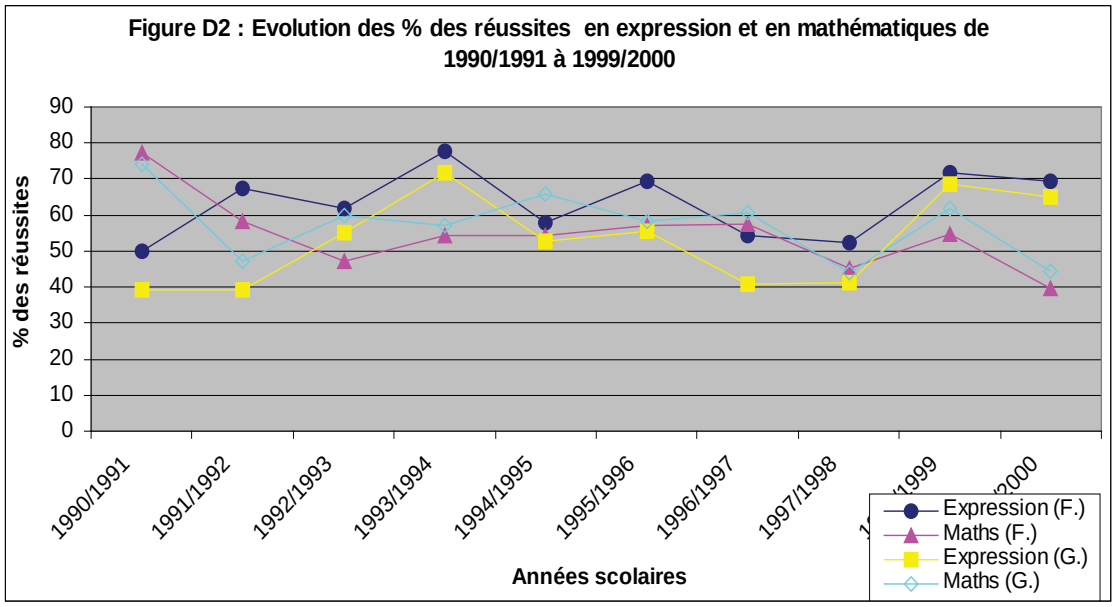
Les écarts des performances entre filles et garçons sont plus accentués en orthographe qu'en mathématiques. On a un écart d'environ 10 % en orthographe en faveur des filles et environ 3% en mathématiques en faveur des garçons.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

On peut affirmer donc qu'en mathématiques, l'écart entre les deux groupes n'est pas très marqué.



En comparant les deux groupes en expression et en mathématiques, il ressort que la moyenne de réussite des filles en expression est nettement au-dessus de celle des garçons (63,22 contre 52,87, soit un écart de plus de 10 %. En mathématiques, ce sont les garçons qui enregistrent la meilleure moyenne (57,30 contre 54,53 aux filles). Pour ces deux disciplines, la moyenne la plus élevée sur les dix ans est 63,22 % et concerne l'expression. C'est dire que les filles obtiennent de meilleurs résultats en expression comparées à leurs résultats en mathématiques et en orthographe.

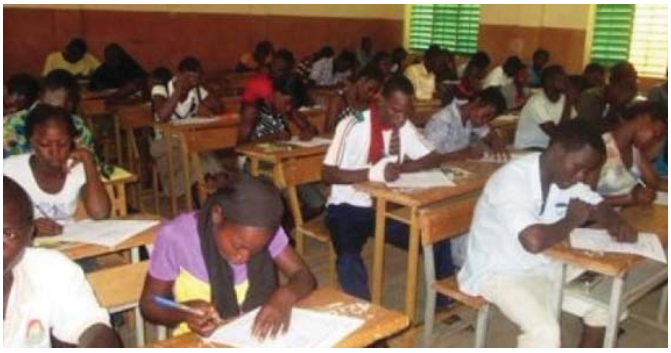


4. PUBLICATIONS

Les filles paraissent obtenir de meilleures que les garçons en expression et en orthographe. Ceci est conforme à la représentation populaire et aux stéréotypes sexistes.

Par ailleurs, les résultats en mathématiques interpellent à plus d'un titre :

- Ces résultats sont excellents pour les garçons et les filles, même si le niveau baisse dans cette discipline. C'est une première surprise, car dans l'opinion générale, y compris chez les élèves, les mathématiques sont une matière difficile, voire très difficile et même redoutée. Comment expliquer alors les performances des élèves ?
- Ces résultats présentent des écarts moindres entre garçons et filles. Sur dix ans, ils se talonnent pratiquement. C'est là, une deuxième surprise.



Les cours du soir pour les jeunes des centres urbains sont très fréquentés au Burkina

Dans l'opinion publique, les matières sont représentées comme « sexuées », c'est à-dire qu'il y a des matières féminines (français) et des matières masculines (mathématiques). Il y a eu même des études qui corroborent cette assertion. En effet, dans une étude sur les performances des filles dans les disciplines scientifiques au secondaire et au supérieur, Sanou F. et Ouédraogo E. (AREB n° 9, avril 2000) soulignent que « les moins bonnes performances des filles par rapport aux garçons dans les disciplines scientifiques demeurent constantes et significatives au premier cycle. Au second cycle, elles existent avec une tendance à se réduire, en tout cas à marquer des fluctuations d'une année à l'autre, notamment au niveau de la série C ».

Les résultats de la présente étude semblent infirmer cette conclusion. En tous cas, en ce qui concerne l'échantillon examiné, les performances en mathématiques ne connaissent pas un écart significatif. Au contraire l'écart semble se résorber.

La leçon à tirer est que les performances semblent être dictées par la société qui agit en tant que distributrice des aptitudes des élèves dans les disciplines selon le sexe. Autrement, le fait biologique ne saurait influer sur l'intelligence selon qu'on naît fille ou garçon. La duplication de cette étude sous d'autres cieux en Afrique pourrait conforter une telle conclusion.

5. DERNIERES NOUVELLES

L'Association Pour la Promotion l'Education Non Formelles(APENF) procède à la validation technique de l'étude' portant sur la Refondation du Tableau de bord du Droit à l'éducation de base.

C'est le siège de la Commission Nationale de l'UNESCO du Burkina qui a abrité le 29 décembre 2015 l'atelier de validation technique de l'étude relative à l'effectivité du droit à l'éducation. Plusieurs structures ont pris part à cette importante rencontre, y compris le Groupe de Travail de l'ADEA sur l'Education non formelle (GTENG), les directions générales et centrales du Ministère De l'Education du Burkina, le Fonds National pour l'Alphabétisation et l'Education non formelle, le Cadre de concertation des associations actives en éducation de base, le Fonds de développement communautaire, Solidar Suisse, l'ONG Andal

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

et Pinal et 26 coordination de l'APENF, la DDC. L'ouverture officielle de l'atelier a été faite par le représentant de Mr Diabouga Y Paul, Secrétaire Général du Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, après une présentation du programme par par le coordonnateur du groupe de travail de l'Education non Formelle (GTENF /ADEA) Pr Bah-Lalya et le mot de bienvenue de la Secrétaire Exécutive de l'APENF, Mme Ouedraogo Germaine.

L'un des temps fort de l'atelier a été la communication des résultats de l'étude faite par un des membres du comité de pilotage. Il s'agit de Madame Zida /Bangré Hélène de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Elle a tout d'abord fait remarquer que l'étude trouve son ancrage à partir de l'atelier des experts des Etats membres de la CEDEAO en 2010 sur les Systèmes d'Informations et de Gestion de l'Education (SIGE) à Lomé au Togo. C'est à l'issue de cet atelier qu'il a été recommandé que les SIGE de la CEDEAO et de l'Union Africaine prennent en compte certains indicateurs du Droit à l'éducation.

Pour la mise en œuvre de cette recommandation le GTENF /ADEA, avec l'appui financier de la Chaire UNESCO de Bergamo, a demandé à l'APENF de proposer cette refondation des indicateurs en les élargissant à toutes les composantes de l'éducation de base. Le GTENF a, par ailleurs pris une part active aux travaux de la conception de l'étude, de l'identification des indicateurs, l'élaboration des rapports et l'organisation de l'atelier de restitution. .

Pour la communicatrice, l'étude a été organisée en deux parties (1) l'examen des indicateurs nationaux et leurs amendements en tenant compte du pré scolaire, du primaire, du post-primaire et de la formation professionnelle. (2)l'indentification d'indicateurs au niveau régional en tenant compte des mêmes ordres d'enseignement. En termes d'objectif, l'étude vise une refondation globale des indicateurs du tableau de bord du droit à l'éducation.

A terme, l'étude a identifié quarante-six 46 indicateurs : 19 pour l'éducation de base formelle, 5 pour l'éducation de base non formelle 7 pour la formation professionnelle, 9 désagrégés en formel, non formel et la formation professionnelle.

Une vue de la salle de conférence de la commission de l'UNESCO de Ouagadougou qui a servi de cadre pour la validation de l'étude sur les droits à l'éducation

5. DERNIERES NOUVELLES

Parmi les 46 , 21 indicateurs seraient utilisables au niveau régional, donc applicables à plusieurs autres pays. Après une discussion riche, l'atelier a retenu la pertinence des indicateurs, la qualité de leur conceptualisation et a recommandé par conséquent que l'étude soit formellement validée, sous réserve de la prise en compte des amendements formulés et qui concerne quelques aspects.

En particulier il a été suggéré d'investiguer davantage les indicateurs sur le non formel, de préciser certains indicateurs, et de voir dans quelle mesure ceux-ci pourraient bénéficier d'une forme de validation internationale.

Le GTENF a été mandaté par l'atelier pour réfléchir sur les voies et moyens pour une telle validation.

Les participants à la rencontre ont remercié le GTENF/ADEA, l'APENF et le comité pilotage et le Secrétariat Exécutif de l'ADEA, ainsi que leurs partenaires techniques et financiers pour avoir mis à disposition les conditions qui ont prévalu à la conduite de l'étude et à la tenue de l'atelier.

Jeunes vulnérables

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. : +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Bonne et Heureuse Année 2016

Happy New Year 2016

الجديدة للسنة تمنياتي أفضل

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)
Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso - Tél. : +226 25 36 58 45 - www.gtenf.org